



Lyon, le 9 janvier 2023

Page 1 / 1

Laurent WAUQUIEZ : « Non Madame Bachelot, nous ne raserons pas nos églises ! »

Dans un récent ouvrage qu'elle vient de publier, l'ancienne ministre de la Culture d'Emmanuel MACRON, Roselyne BACHELOT, s'est exprimée sur les difficultés rencontrées par l'Etat pour financer l'entretien des églises en France. Considérant qu'une partie de ce patrimoine pouvait tout simplement disparaître.

Pour **Laurent WAUQUIEZ**, Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, « *Madame BACHELOT donne l'impression que notre pays serait tellement ruiné qu'il ne pourrait pas entretenir un patrimoine qui compte parmi les plus grands chefs d'œuvre de notre pays : les basiliques Notre-Dame-de-Fourvière à Lyon, du Sacré Cœur de Montmartre, Notre-Dame de-la-Garde à Marseille... Plutôt que de se résigner à déconstruire notre patrimoine, il faut mobiliser toutes les énergies. La Région Auvergne-Rhône-Alpes mène en effet une politique ambitieuse en matière de valorisation et protection de son patrimoine religieux. Depuis 2018, plus de 20 millions d'euros de fonds régionaux ont été dédiés à des opérations de restauration d'édifices religieux. Elle engagera sur le mandat en cours plus de 30 millions d'euros. L'action de la Région a d'ailleurs été relevée comme exemplaire dans le rapport d'information sénatorial, mené par les sénateurs Pierre Ouzoulias et Anne Ventalon sur l'état du patrimoine religieux en France. Aujourd'hui, les résultats obtenus et le travail en commun conduit avec le Loto du patrimoine de Stéphane Bern ou la Fondation du Patrimoine, est la meilleure façon de répondre à la déclaration de Mme Bachelot* ».



**D'ici à 2030, entre 2 500 et 5000 églises sont menacées d'être abandonnées, vendues ou détruites a indiqué cet été le rapport d'information sénatorial, mené par les sénateurs Pierre Ouzoulias et Anne Ventalon sur l'état du patrimoine religieux en France. Ils soulignaient l'action menée par certaines collectivités et, principalement, la Région Auvergne-Rhône-Alpes : « Les régions sont trop éloignées des réalités du terrain et restent peu investies sur le champ des politiques patrimoniales - à quelques exceptions près, comme la région Auvergne-Rhône-Alpes », détaillaient-ils.*

